

Le travail, principal lieu où se jouera la bifurcation et où se nouera un autre rapport à la nature

Fanny Lederlin

(entretien réalisé par Jean-Marie Harribey)

La gravité de la crise écologique ne fait plus de doute, bien que les puissances dominantes, qu'elles soient étatiques ou économiques, freinent des quatre fers pour retarder la mise en œuvre de mesures susceptibles d'ouvrir de nouvelles voies au progrès humain, de bifurquer vers de nouveaux modes de production et de consommation. Fanny Lederlin, tu t'interroges sur « comment changer le monde » ; en quoi cette perspective concerne-t-elle le travail humain, le statut de celui-ci, son sens et ses finalités ? Comment faire la part entre la dimension anthropologique du travail et sa dimension socio-historique ?

La modernité et ses récits dominants n'ont pas seulement déterminé le rapport d'une partie de l'humanité à la propriété et à la nature, ni engendré le cadre capitaliste dans lequel s'inscrivent toujours les rapports économiques et sociaux de la plupart des habitants de la planète : ils ont aussi fixé la place et le rôle du travail dans nos sociétés.

Et c'est notamment à deux grands penseurs de la modernité – Hegel et Marx – que l'on doit la définition toujours actuelle du travail comme « *mode d'action par lequel les êtres humains, en organisant "leurs forces propres comme forces sociales"*, s'inscrivent comme des membres à part entière de la communauté humaine ».

Cette définition permet d'appréhender la double dimension fondamentale du travail, à la fois socialisante et créatrice, puisqu'elle permet de comprendre non seulement que c'est par le travail que les individus s'intègrent dans leur communauté, mais aussi que c'est ainsi qu'ils *façonnent* la société et

même le monde qu'ils habitent. Le monde pouvant être compris, dans une approche phénoménologique, comme la couche d'artefacts – routes, ponts, maisons, etc. – dont les êtres humains recouvrent la nature pour la rendre habitable.

Ainsi, selon la manière dont l'appareil productif est organisé, selon les conditions dans lesquelles s'exerce le travail, et selon les finalités qu'il poursuit, non seulement les travailleuses et les travailleurs seront plus ou moins exploités ou émancipés, plus ou moins reliés ou atomisés, mais la société sera plus ou moins juste et le monde sera plus ou moins viable.

Voilà pourquoi le travail est, non pas seulement l'un des marqueurs, mais l'un des principaux lieux où doit se jouer la bifurcation.

Comment cette double ambition – émanciper les travailleurs et bâtir une société juste dans un monde viable – est-elle prise en compte dans la théorie d'une part et par les forces syndicales, politiques ou associatives d'autre part ?

Tout ce qui précède, nous le savons depuis Marx, qui faisait de la classe laborieuse – le prolétariat – l'agent de la révolution qui devait abolir le capitalisme et faire émerger une société communiste, c'est-à-dire une société où les travailleurs, ayant collectivement repris possession des moyens de production, décideraient eux-mêmes des conditions, des finalités et de la juste répartition de la valeur issue de leur travail.

¹ MARX, Karl, « À propos de la question juive », 1844, *Œuvres, Philosophie*, Paris, Gallimard, La Pléiade, III, 1982, p. 373.

Mais ce que l'on peut noter, c'est que Marx n'a jamais pensé que les travailleurs devaient rompre avec le productivisme – c'est-à-dire, avec la production *sans limite* – rendu possible par le développement de la technique dans l'économie capitaliste.

Au contraire, le productivisme était pour lui une condition d'émergence du communisme – qu'il a conçu comme un régime où devait se partager la richesse et l'abondance des biens produits, et non la rareté – et il voyait par ailleurs dans l'extension grandissante de l'automatisation du travail et de ce qu'il appelait « le système des machines » la possibilité, pour les travailleurs, de s'affranchir progressivement du travail pour se consacrer à des tâches plus épanouissantes, telles l'activité artistique ou scientifique.

Le problème est :

1/ que Marx n'a pas précisé *qui* allait fabriquer, manipuler et surtout *maintenir* les machines (qui, si elles peuvent en effet libérer une partie des travailleurs, nécessitent tout de même qu'une autre partie d'entre eux se consacre à leur fabrication et à leur fonctionnement et à leur conservation en bon état).

2/ L'autre problème est qu'il n'a peut-être pas suffisamment identifié que, derrière la libération par les machines, pouvait se nicher une nouvelle servitude pour les classes laborieuses : la servitude à l'égard des machines précisément (et non pas seulement à l'égard des capitalistes qui les possèdent), machines qui privent progressivement les travailleurs de leurs savoir-faire et qui peuvent même exercer sur eux une emprise psychique et existentielle telle qu'elles risquent de faire disparaître toute expérience d'autonomie dans le travail (ce danger propre à l'automatisation du travail est à mon sens aujourd'hui décuplé par l'apparition des automates dotés d'intelligence artificielle que sont les chatbots). Bien entendu, ceci est à nuancer par le fait que Marx a dénoncé la dimension aliénante propre au travail automatisé, la répétition mécanique de tâches

sans intérêt rendant progressivement l'ouvrier comme « étranger à lui-même ».

3/ Mais surtout, et c'est là-dessus que je voudrais insister, Marx ne s'est pas vraiment intéressé aux conséquences écologiques du productivisme et de l'extractivisme sur lesquels continuerait de reposer une société communiste où le travail serait de plus en plus confié à des machines.

Ce que tu rapportes correspond à ce que l'on sait du Marx exposant la relation dialectique entre le développement des forces productives et les rapports sociaux de production. Relation dont, bien sûr, il se déduit que le « règne de la liberté » viendra quand sera dépassé le « règne de la nécessité ». On peut donc interpréter cela (et on l'a longtemps fait tant chez les suivants de Marx que chez ses adversaires) comme expression d'un certain déterminisme économique et aussi comme une adhésion à l'idée d'un développement illimité des fameuses forces productives. Toutefois, n'y a-t-il pas aussi, soit dans les œuvres ultérieures de Marx, soit même, par tâtonnements, tout au long de la préparation du Capital une approche plus qualitative et donc beaucoup plus nuancée ? Savoir qui décide du travail, de son contenu et de ses conditions est le propre de la démarche de type autogestionnaire que Marx magnifiera surtout après la Commune. La critique de l'aliénation du travail à la machine implique la maîtrise dont tu parles. Même si la formule était pour le moins très malheureuse et même catastrophique pour la suite de l'histoire, la dictature du prolétariat ne signifiait pas une addiction économique, mais portait en elle la question du pouvoir. Enfin, que dire des nombreuses recherches actuelles qui soulignent combien le métabolisme de l'humanité avec la nature était crucial pour Marx, et combien la rupture de ce métabolisme était la marque du capitalisme ?

La pensée de Marx se prête évidemment à des lectures contradictoires. Il existe dans son œuvre des éléments qui attestent non seulement d'un déterminisme économique mais aussi d'un prométhéisme technologique (je pense notamment au *Manifeste du parti communiste*), et d'autres qui témoignent au contraire d'une sensibilité écologique (je

pense en particulier aux *Manuscrits de 1844*). En ce qui me concerne, j'estime que Marx exprime tout de même davantage une forme de fascination pour l'accélération productive propre à la société bourgeoise – accélération productive qui est pour lui, je le rappelle, la condition d'émergence de la société communiste qui aura la charge de la poursuivre et la renforcer.

Or nous savons aujourd'hui que nous ne bâtirons pas une société plus juste et plus viable si nous ne rompons pas avec le productivisme et l'extractivisme qui épuisent et saturent la planète et qui mettent en péril la vie de ses habitants humains comme celle de l'ensemble des êtres vivants. C'est pourquoi je rejoins André Gorz qui déclarait, à la fin des années 1980 que : « *La liberté consiste moins (ou de moins en moins) à nous affranchir du travail nécessaire à la vie qu'à nous affranchir de l'hétéronomie, c'est-à-dire à reconquérir des espaces d'autonomie où nous puissions vouloir ce que nous faisons et en répondre²* ».

Voilà précisément, selon moi, l'enjeu du travail comme mode d'action et lieu essentiel de la bifurcation.

Il ne s'agit à mon sens absolument plus de prétendre « nous affranchir du travail nécessaire à la vie ». D'abord, parce que cette promesse n'est plus portée seulement par celles et ceux qui veulent rompre avec l'ordre économique et social dominant, mais aussi – et je suis étonnée que cela soit encore si peu remarqué – par les forces conservatrices et même réactionnaires qui s'incarnent notamment chez les géants du numérique, et par l'un de leurs courants idéologiques essentiel qu'est le transhumanisme. En effet, quel est le projet du transhumanisme, si ce n'est, selon le philosophe et historien des sciences Patrick Tort, « *l'émergence d'un monde robotisé où l'humain « augmenté » serait affranchi de tout ce qui l'a jusqu'ici maintenu dans une dépendance objective par*

rapport à sa condition d'être vivant au sein d'un milieu : la maladie, la vieillesse, la mort, [mais aussi] le travail »³ ?

Peu importe, finalement, que ce projet relève d'un fantasme et même d'un rêve infantile (celui d'un bien-être permanent et sans limite : ne plus souffrir, ne plus mourir donc ne plus craindre la mort), de ne plus être absorbé par des tâches ennuyeuses, et disposer d'outils permettant de réaliser ses désirs en s'épargnant l'effort technique des processus réalisateurs et le risque d'échec : c'est à bien des égards ce projet qui est en train de se réaliser à l'heure actuelle dans la société numérique et même algorithmique qui est aujourd'hui la nôtre. Et ce projet, faut-il le rappeler, ne constitue absolument pas une rupture avec l'ordre économique et social qui nous a menés aux impasses que nous connaissons aujourd'hui.

Par conséquent, « bifurquer » suppose au contraire de rompre avec la prétention à « nous affranchir du travail nécessaire à la vie ».

Tu poses ici le problème de l'ambivalence du travail, dont on peut dire sans doute que là était la position de Marx à la fois opposé à Hegel pour qui le travail était exclusivement l'essence de l'homme, et plus tard à Arendt qui ne voyait pas en quoi le travail pouvait être émancipateur. Peut-on donc convenir que le travail est fondamentalement nécessaire à l'humanité pour produire ses conditions d'existence dans un cadre social, et donc qu'il était facteur de socialisation, tout en étant aliénant, ne serait-ce que parce qu'il demande un effort, même hors de la férule du capital. Dès lors, dans une société plus juste et plus écologique, faudra-t-il travailler moins ou plus, moins individuellement et plus collectivement ? Le rapport au travail implique-t-il un rapport différent à la nature, et si oui lequel ? Certains penseurs de l'écologie soutiennent que la nature travaille elle aussi. Penses-tu que nous avons intérêt à faire des concepts théoriques d'ordre socio-anthropologiques des catégories naturelles ?

² GORZ, André, *Métamorphoses du travail. Critique de la raison économique*, 1988, Paris, Galilée, Éd. poche Gallimard, 2004, p. 268.

³ TORT, Patrick, *L'intelligence des limites. Essai sur le concept d'hypertélie*, Paris, éd. Gruppén, 2019, p. 174.

En effet, il existe actuellement des courants de pensée (en éthologie, en anthropologie, en sociologie, en économie, etc.) qui s'attachent à établir la continuité entre les conditions (accès au langage, capacité d'empathie, par exemple), et même les activités (maniement des outils, travail) des vivants humains et non-humains. Je les connais malheureusement trop peu pour répondre à ta question. Tout ce que je peux te confier, c'est la gêne que j'éprouve à voir le sens du mot « travail » – déjà extrêmement polysémique⁴ – s'appliquer à des mécanismes naturels. Pour moi, le terme d'« exploitation » suffit à décrire ce qui est en jeu quand nous détournons le cours d'un fleuve ou que nous tirons le lait des vaches.

Mais ce qui me paraît difficilement contestable, c'est que faire émerger une société juste et écologique va demander beaucoup de travail humain.

Car il ne suffira pas pour cela d'arrêter de produire. Il va falloir au contraire beaucoup travailler pour réhabiliter certaines infrastructures et en fermer d'autres (toutes celles qui reposent sur des « technologies zombies », ces technologies mortes-vivantes qui font appel à des matériaux rares et à des énergies non renouvelables, qu'évoquent notamment Emmanuel Bonnet, Diego Landivar et Alexandre Monnin dans leur livre, *Héritage et Fermeture*⁵). Et il va falloir aussi beaucoup travailler pour prendre soin du monde que nous avons abîmé et qui est constitué d'êtres vivants aussi bien que de choses – des objets, routes, ponts, habitats, mais aussi déchets – qui sont là, qui ne vont pas disparaître, se recycler ou s'entretenir par magie, et que nous devons bien, d'une manière ou d'une autre, prendre en charge.

Ce travail, c'est ce que l'on nomme le « travail du soin ».

On peut aussi le nommer, pour l'opposer au travail de « production », « travail de reproduction » (puisque'il s'agit de reproduire sans cesse les conditions de la vie humaine sur la terre, en maintenant les infrastructures et les choses en bon état, et en s'occupant de nourrir, élever, cultiver, éduquer ou encore soigner les êtres vivants, et particulièrement les êtres humains). C'est cela, précisément, qu'Hannah Arendt nommait « travail » (*labor*) et distinguait de « l'œuvre » (*work*), qui relevait pour elle de la fabrication. « L'action » désignait pour elle l'activité politique⁶. Ce *labor*, ce travail qui consiste à prendre soin de la vie biologique, c'est celui qu'effectuent aujourd'hui les agriculteurs, les agents de maintenance et d'entretien, les gardes forestiers, les nounous, les personnes qui s'acquittent des travaux domestiques, les cuisiniers, les cantinières, les professeurs, les médecins, les infirmières, les assistantes médicales, les assistantes sociales, les personnels d'Ehpad, etc.

La distinction entre travail de production et travail de reproduction facilite-t-elle ou complique-t-elle la compréhension des tâches à accomplir ? Cette distinction n'est-elle pas une réminiscence d'une période à dominante industrielle ? Pourquoi réserver production à la fabrication et au maintien des infrastructures ? Nourrir la population suppose de produire l'alimentation ; éduquer suppose de produire de l'éducation ; soigner suppose de produire du soin. Qu'il entre dans ces productions de services une dimension qualitative et notamment une dimension relationnelle est certain. Mais n'y a-t-il pas un risque en privilégiant l'appellation « reproduction » de consacrer l'idée complètement fausse que seul le travail employé dans l'industrie est productif de valeur économique, dont il faudrait prélever une partie pour financer les travaux dits de « reproduction » considérés comme improductifs par définition par l'idéologie dominante ? Et ainsi conforter le fait que ces travaux

⁴ DUJARIER, Marie-Anne, *Troubles dans le travail. Sociologie d'une catégorie de pensée*, Paris, Puf, 2021.

⁵ BONNET, Emmanuel, LANDIVAR, Diego, MONNIN, Alexandre, *Héritage et fermeture. Une écologie du démantèlement*, Paris, Éditions Divergences, 2019.

⁶ ARENDT, Hannah, *L'Humaine Condition*, 1958-1972, sous la dir. de P. Raynaud, trad. G. Fradier, M. Berrane avec la coll. de J-F Hel-Guedj, collectif ; G. Durand, Quatro, Gallimard, 2012, *Condition de l'Homme moderne*, 1958, p. 51-323.

« essentiels », découverts quasi miraculeusement pendant le Covid, sont sous-payés et déconsidérés⁷.

Distinguer travail de production et travail de « reproduction » est une manière d'attirer l'attention et de réfléchir enfin sérieusement au second. Le travail de « reproduction » n'est aujourd'hui absolument pas valorisé socialement. Non seulement il est la plupart du temps mal payé – je ne parle même pas des tâches domestiques qui ne sont pas reconnues comme du travail à part entière –, mais il est de plus en plus sous-traité (je pense notamment aux métiers d'agent de maintenance et d'agent d'entretien qui font l'objet d'une sous-traitance généralisée) et confié à des travailleurs invisibilisés dont on peut aussi remarquer qu'ils sont très souvent issus de l'immigration et très majoritairement... des femmes.

Alors peut-être l'une des manières de bifurquer, une manière autrement dit, pour reprendre la phrase d'André Gorz, de « reconquérir des espaces d'autonomie où nous puissions vouloir ce que nous faisons et en répondre », pourrait-elle résider dans le fait de se saisir politiquement de ce sujet et d'œuvrer à la *revalorisation collective du travail de reproduction* (tout en engageant dans le même temps une réflexion critique sur le travail de production, puisqu'il va bien falloir produire moins).

Comprenons bien qu'il ne s'agit pas seulement de donner plus de « reconnaissance » et de rendre leur « dignité » aux hommes et surtout aux femmes qui exercent ces métiers. Il s'agit, beaucoup plus radicalement, de prendre aux mots l'article 1 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, dont nous oublions souvent qu'il est constitué de deux phrases et non d'une : « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune* ».

« Fonder les distinctions sociales sur l'utilité commune » : voilà à mon avis un mot d'ordre qui, s'il était vraiment pris au sérieux, pourrait permettre de faire bifurquer la société française, dans la mesure où il indique une inversion complète des hiérarchies des métiers et des finalités du travail (« l'utilité commune » ne pouvant se comprendre, en ce premier quart de XXI^e siècle, que comme ce qui préserve, soigne et maintient les êtres vivants et les choses qui composent le monde commun).

Alors certes, Axel Honneth a raison de rappeler dans son dernier livre que, les systèmes de valeur étant des « tissus tramés au fil de l'histoire »⁸, un réajustement de l'ordre des valeurs ne peut être simplement *décrété* politiquement.

En termes stratégiques et politiques, comment peut-on amorcer une transformation du travail qui soit significative des transformations nécessaires des modèles productifs et de consommation ? Quelle part des responsabilités incombe aux politiques ? Quelle maîtrise de la technique (pensons à l'IA) cela implique-t-il ?

Il me semble pourtant que c'est bien aux acteurs politiques, et en particulier à celles et ceux qui se réclament de la gauche et de l'écologie, qu'il incombe aujourd'hui d'amorcer ce mouvement : 1/ en plaçant la question de la répartition de la valeur du travail au cœur du débat public ; 2/ en soumettant le travail productif à un examen critique à partir des besoins réels ; 3/ et en obtenant que le travail du soin ou de reproduction soit enfin distingué et reconnu pour ce qu'il est : à savoir un levier essentiel à l'édification d'une société écologique.

Je voudrais signaler, et j'en terminerai là, que nous sommes passés récemment à côté d'une opportunité historique pour procéder à une telle revalorisation. Je veux parler de la crise du Covid pendant laquelle celles et ceux que l'on a appelés les « travailleurs de

⁷ HARRIBEY Jean-Marie, *En quête de valeur(s)*, Éd. du Croquant, 2024.

⁸ HONNETH, Axel, *Le souverain laborieux. Une théorie normative du travail*, 2023, trad. P. Rush et F. Joly, Paris, Galimard, nrf, 2024, p. 205.

première et deuxième lignes » ou encore les « travailleurs essentiels » sont soudain sortis de l'invisibilité.

Dans son deuxième discours télévisé prononcé lors du confinement, Emmanuel Macron a même cité le fameux article 1 de la déclaration de 1789, pour souligner à quel point il était temps de reconnaître à sa juste valeur le rôle que jouaient les travailleurs du soin dans la société française. Mais, comme souvent, cette déclaration s'est révélée ne viser qu'un effet de communication, et elle n'a été suivie ni de débats ni de mesures politiques susceptibles d'inverser les valeurs et les rapports de force.

J'ajoute que lors de la crise du Covid, non seulement nous sommes passés à côté de cette opportunité historique d'inverser la hiérarchie entre travail de production et travail de reproduction – ce que je considère donc comme une opportunité de bifurquer – mais nous avons même renforcé les mécanismes productivistes propres au travail tel qu'il s'exerce depuis deux siècles puisque l'adoption du télétravail, le développement du travail de plateforme ou encore celui de l'usage de l'Intelligence artificielle s'inscrivent totalement dans cette logique en accélérant les cadences, en faisant disparaître

les temps morts et en consacrant le principe d'efficacité comme principe ultime du travail sans jamais permettre un questionnement sur les finalités que nous lui donnons.

Voilà pourquoi il me semble que, au-delà de la question des retraites, des salaires et du pouvoir d'achat, au-delà aussi de la question à mon avis problématique de la réduction du temps de travail, les syndicats, les politiques et plus largement les forces de gauche devraient selon moi se saisir de ce chantier essentiel de la revalorisation du travail du soin (ou de reproduction), et tenter ainsi d'amorcer la bifurcation que nous espérons tous.

Ce texte est un complément à celui présenté par l'autrice au [séminaire « Refondation » des Économistes atterrés](#), le 28 juin 2025 à Paris.

Entretien réalisé en janvier 2026.

Fanny Lederlin est docteure en philosophie politique. Elle est notamment l'autrice de *Les dépossédés de l'open space. Une critique écologique du travail* (PUF, 2020) et de *Critique en crise, Comment prétendre changer le monde aujourd'hui ?* (PUF, 2025).